

## CHRONIQUE ECONOMIQUE « FINANCES – VERITES » N°183

Pour payer les 1 € p/ lecteur A/T et p/Parution, c'est ici : URGENT ! MERCI !

*ERRARE HUMANUM EST, PERSEVERARE DIABOLICUM*

**LOI d'A.D.L. MARTIN DESMARETZ de MAILLEBOIS**  
**BASEE SUR CELLE DE POL GARGAM - GOUVERNEUR HONORAIRE DE LA BDF 1973-86.**

**VALANT INCIPIT PERMANENT :**

1) **L'ECONOMIE GENERALE** EST L'ENSEMBLE DES ECHANGES DE TRAVAIL, BIENS ET SERVICES ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES,

2) **L'ECONOMIE FINANCIERE** EST L'ENSEMBLE DES ECHANGES DE CAPITAUX ENTRE PERSONNES PHYSIQUES ET/OU MORALES, EXPRIMES EN BIENS OU EN MONNAIES, LESQUELS PEUVENT, OU NON, CONSTITUER LES CONTREPARTIES DES ECHANGES DE L'ECONOMIE GENERALE,

3) **L'ECONOMIE MONETAIRE** EST L'ENSEMBLE DES FLUX DE MONNAIES EMISES OU DETRUITES, CONSTITUANT, OU NON, LES CONTREPARTIES DES ECHANGES GENERAUX OU FINANCIERS, ET POSSEDANT OBLIGATOIREMENT LES QUALITES MONETAIRES REQUISES : D'IDENTITE RIGOREUSE, D'INALTERABILITE A L'INFINI, DE FRACTIONNABILITE ET DE FONGIBILITE. **LA MONNAIE EST TOUJOURS CONCRETE SANS PREJUGER DE SES REPRESENTATIONS ABSTRAITES**, DEVANT ALORS TOUJOURS ETRE CONVERTIBLES A 100%.

**POSTULAT : TOUTE CONFUSION ENTRE UNE ECONOMIE ET LES DEUX AUTRES ABOLIT TOUTE VALIDITE AU RAISONNEMENT EXPOSE DE N'IMPORTE QUI, N'IMPORTE OU ET N'IMPORTE QUAND, Y COMPRIS MOI-MEME. *NOBODY IS PERFECT.***

**C'EST LA RAISON DES TROIS PARTIES TOUJOURS DISTINCTES DE MA CHRONIQUE "FINANCES-VERITES".**

**Mercredi 2 AOÛT 2017**

*(La prochaine est prévue pour le Mercredi 31 Août 2017)*

*Sauf blocage financier si je continue de ne rien recevoir sur Paypal (seulement 20 euros reçus !), ou... de mort.*

**Madame,  
Mademoiselle,  
Monsieur,**

**S**elon la dernière situation du budget de l'État publiée le 7 JUILLET dernier sur le site intitulé " *Performance publique & budget de l'État* " : " En date du 31 Mai dernier, le solde s'établissait " déjà à **-66,4 Md€**, pire de -0,7 Md € qu'en Mai 2016, ceci malgré une hausse des recettes fiscales de + 3 Mds € à la même date ! **Vous parlez d'une " PERFORMANCE " !** Ce qui signifie que l'Agence France Trésor (AFT) a déjà dû trouver cette somme à emprunter pour permettre les paiements à cette date, plus ou moins le " termaillage " administratif ! Étant donné que l'horizon est, à l'heure actuelle, chargé d'un déficit annuel prévu de **-3,0 % du PIB (°)**, lequel est bien entendu révisé ( = magouillé ) à la hausse pour y parvenir, soit environ **-66,885 Mds €**, selon la Cour des Comptes, il est aisé d'apercevoir l'augmentation de la dette publique générale de ce même montant, au 1er Janvier 2018 prochain. Le Gouvernement de prétentieux, d'arrivistes et d'incapables, est inapte à corriger la descente aux Enfers, *l'objectif des -3% du PIB était déjà atteint fin Mai dernier !* Il ose conduire DEUX CENTS agriculteurs/an au suicide, dont même quelques agricultrices, certes encore minoritaires dans la statistique ministérielle, mais Marlène SCHIAPPA s'occupe du rééquilibrage, faute de créer les conditions géopolitiques, économiques et sociales propices à la vie - et j'ajoute qu'elle devrait être la plus confortable de toutes - de ceux qui nous nourrissent ! J'ai même eu confirmation d'un éleveur de canards du Sud-Ouest Samedi matin 29 Juillet 2017 que les violations de propriétés, en plus confisquées et détruites, de 2015 sous motif d'intérêt général inventé (cf. : mes chroniques précédentes) étaient seulement en cours de règlements partiels et celles

de 2016 annoncées pour... l'année prochaine 2018, peut-être !? Inutile de préciser, je pense, que **la révolte gronde et va éclater violemment si le Gouvernement récidive**. Voilà les R.G., devenus DCRI, prévenus...

La gestion budgétaire des finances publiques apparaît ex abrupto comme irresponsable et ceci depuis 40 ans, chaque année pire. Mais c'est bien plus grave, car cela est voulu, délibérément voulu, comme nous l'allons voir !

Conscient de la difficulté des gens à voir l'évidence et à en tirer des conclusions idem, je m'efforce aujourd'hui de vous rendre la compréhension de :

### **« L'ECONOMIE POLITIQUE FACILE !... »**

Lien direct vers mon blog : <http://serviteurdubienpublic.blogspot.fr>

**N'oubliez pas les frais de 1 € par lecteur/auditeur PAYER ICI : URGENT ! MERCI !**

1) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE GENERALE :

#### **« ECO1 : SOCIALISME ET LIBERALISME INVERSE ! »**

*(Cela commence bien...)*

Une réplique du film " GREY GARDENS " me paraît bien adaptée à la démonstration cherchée : " *Avec tous ces REPUBLICAINS, il faut payer pour que les ordures nous soient ramassées* ". Édith BEAL-BOUVIER et sa fille, incapables de payer faute de ressources, entassaient leurs déchets dans les pièces de la maison, vivant dans un dépotoir immonde une déchéance terrible. Supposément " DEMOCRATE ", comme sa nièce par alliance Jacqueline BOUVIER-KENNEDY-ONASSIS, elle la vit arriver un jour pour la secourir... Dans cette histoire très illustrative, les démocrates sont des socialistes qui estiment qu'un service public doit être gratuit, donc comme aurait dû l'être, selon elles, le ramassage des ordures, selon une périodicité correcte. Malheureusement dans la vie, il n'y a rien de gratuit. Le matériel et le travail se payent d'une manière ou d'une autre. Ici, les démocrates-socialistes supposent que cela doit être payé par des impôts : de qui, par qui, sur qui ? Pas sur elles, sur les autres, évidemment... Mais les vrais socialistes-libéraux, que ne sont pas les DEMOCRATES, préconisent plutôt le ramassage, gratuit pour les clients, d'une société qui retraite et revend les déchets transformés avec profit sur concession publique la plupart du temps corrompue, bien sûr. Tandis que les REPUBLICAINS-socialistes considèrent, eux, que le ramassage des ordures ménagères est un service public qui doit être payé par les clients, épargnant ainsi les frais généraux afférents à l'entreprise qui retraite alors les déchets avec profit net, sans avoir besoin ni de coercition ni de corruption. En somme le socialiste n'est pas celui qu'on pense, le libéral non plus et l'économie ne gagne pas à être politisée car alors elle génère des effets pervers et de la corruption. Madame BEAL-BOUVIER n'avait pas compris qu'il valait mieux pour elle être cliente du service, qu'administrée sous coercition. L'effet pervers aurait été alors de taxer les voisins pour la servir elle ! Aux USA, les Citoyens n'admettent pas la taxation socialiste à la française mais ils s'entraident. Les deux femmes auraient simplement dues participer davantage à la vie de la communauté locale...

C'est ainsi qu'en France pullulent tous les effets pervers possibles et imaginables par taxations à tort et à travers !

- C'est ainsi que HULOT vient de préconiser de payer une prime aux acheteurs de véhicules électriques, si leurs ressources sont modestes. **Prélevée où ? Et puis distribuée ensuite selon quels plafonds-planchers ?**

- Un Décret d'Avance (DA) sur recettes défrayait les commentaires des réseaux sociaux, sites et blogs le 12 Juillet. Il fut justifié, outre la recapitalisation d'AREVA, par les surcoûts récurrents depuis des années des OPEX (2) de l'ordre de 550 millions € et par l'ALLOCATION pour DEMANDEURS d'ASILE (ADA) qui double littéralement " *les crédits initiaux ayant fait l'objet d'une **dotation manifestement insincère*** " selon Roger KAROUTCHI, Rapporteur spécial de *la mission Immigration, Asile et intégration* de 220 à... 315 Millions €, l'exécution devenue "hors contrôle" de "l'effort d'hébergement d'urgence" car en augmentation de +28% en 2017, réclame + 167 millions € supplémentaires (3) ! **Prélevés où ? Et puis distribuée à qui ?**

**M**ais... dans la grande caverne au Trésor d'Ali BABA bien sûr, alimentée par toutes les rapines étatiques et para étatiques que le régime politique appelle, " *Bon sang mais c'est bien sûr* " : **Prélèvements Obligatoires** divisés, comble de raffinement de la torture, en recettes directes, indirectes et flottantes...

- Dans les recettes flottantes nous relevons les amendes. Nonobstant les vagues, la marée monte par [le racket au moyen de 26 millions de flashes opérés par 4.398 radars routiers](#). Elle a rapporté au syndicat du crime étatique : 920 millions d'euros en 2016 contre, je crois me souvenir, 730 millions en 2015. **L'ensemble matériel réclame 1,8 Milliard de Prélèvements Obligatoires...** mais l'investissement rapporte environ du 50% l'an ! Meilleur placement que le Livret A réservé aux "cochons de payants", les radars posés sur les avenues, places, boulevards, routes et autoroutes du MONOPOLY ripoublicain, traitent le lait des vaches-automobilistes à chaque passage dessus...

**Le Rapport d'Information N°625**, enregistré à la Présidence du Sénat le 12 Juillet que j'ai reçu hier Mardi 1er Août de 67 pages, réalisé au nom de la Commission sénatoriale des Finances sur " **La Maquette Budgétaire de la Mission Remboursements et Dégrèvements** " par Madame Marie-France BEAUFILS, Sénateur, recommande :

- de mettre fin à l'augmentation illimitée des crédits d'impôts,
- de mettre en place une comptabilité analytique, plus fine,
- de cesser d'imputer au mauvais chapitre comptable les crédits liés à la mécanique de l'impôt\*,
- de renforcer l'information des Parlementaires dans les annexes des projets de lois de finances (LFI),
- de rattacher les crédits de remboursements et dégrèvements d'impôts d'État aux bonnes missions budgétaires,
- de ventiler lesdits crédits d'impôts locaux en fonction de leur nature,
- d'intégrer les restitutions d'acomptes de CVAE dans un programme de concours financier "Avances aux Collectivités Territoriales",
- de revoir en profondeur les indicateurs de performance, leurs composantes et cibles,
- de systématiser l'évaluation socio-économique régulière des dispositifs fiscaux d'ampleur...

En effet, il ya de... l'AMPLEUR !

**Dès l'introduction, le Rapporteur spécial annonce les deux aspects à prendre en compte :**

**1) La LFI (4) pour 2017 a prévu 108,87 Milliards € pour la plus importante des missions budgétaires de l'État en termes de volume de crédits !**

**2) \*Les Remboursements et Dégrèvements d'impôts** ont la particularité de venir en atténuation des recettes fiscales brutes de l'État, mais... ils sont inscrits en dépenses du budget général !

**Le** grand "foutoir" comptable révélé au Sénat, lequel s'explique, pour tous ceux qui l'ont pratiqué et même enseigné comme moi-même, par la méconnaissance du PLAN COMPTABLE général, ne permet plus à personne de s'y retrouver clairement, nettement, précisément, rapidement. D'où les fameux " **dix jours de ZIGZAG fiscal de l'exécutif** " où Edouard PHILIPPE a jonglé avec les plus et les moins d'une comptabilité publique " où une chatte n'y retrouverait pas ses petits " et où l'INSINCERITE règne. Les MILLIARDS VALSENT !

Mais il n'y a pas que ça à comprendre...

**Le 20 Juillet dernier à 16h34 GMT, le Figaro.fr révélait la mise en place en France d'un " BUDGET SENSIBLE AU GENRE " ... Quès Aco ?**

Tout a commencé, en France par une circulaire d'Août 2012 suivie d'une tempête dans un sceau de purin avec l'article 61 de la Loi du 4 Août 2014 qui oblige les collectivités locales de plus de 20.000 habitants à " *présenter un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes* ", imposé suite à la signature de la Charte européenne ad hoc par... 186 collectivités sur les 40.000 environ. Moins de cinq s'en sont réellement préoccupé jusqu'à présent. Quant à l'État, un peu moins de **0,057 % de la part des crédits de paiements étaient consacrés à corriger l'inégalité hommes-femmes** supposée en 2015. Marlène SCHIAPPA a donc décidé de lancer en 2017 un projet pilote pour les fonctionnaires du Ministère de l'Agriculture, lequel compte plus de fonctionnaires que d'agriculteurs, rappelons-le en passant... avant de le généraliser à tous les Ministères. Il s'agit d'intégrer la notion de "genre" aux politiques publiques comme le souhaitent la Banque Mondiale, le FMI et dans l'UE, la Commission et le Conseil de l'Europe. Donc nos Présidents successifs ont approuvés cette ineptie discrètement. Il faudrait restructurer les revenus et les dépenses publiques afin, tenez-vous bien, " *d'objectiver les différences (NDLR : supposées) de traitement entre hommes et femmes par un rééquilibrage des crédits budgétaires entre les sexes* " !

Un exemple bien nécessaire :

Soit un club de basket féminin comprenant une trentaine de membres dont 5 hommes. La subvention publique à ce club étant de 10.000 euros il convient de la revoir sur la base de la parité. Les 5 hommes reçoivent donc 5.000 € et les 15 filles 5000 euros. Cela donne 1.000 euros par homme et 333,33 € par fille ?... Ah ! Non ! Ce n'est pas ça ! 500 € par têtes c'est égal mais les filles ont alors 7.500 quand les garçons n'ont que 2.500 !?... Ah ! Non ! Ce n'est encore pas ça ! Non, selon Mme SCHIAPPA, les filles ou femmes doivent être pénalisées par hypothèse dans le système habituel, forcément masculin, et donc doivent être avantagées par la dotation budgétaire revue par LA Ministresse... **Pas étonnant que moins de 5 Collectivités sur 40.000 ne s'occupent pas de ce machin qui rend fou !**

**Le 3 Juillet, un journaliste du TELEGRAPH de Londres, Charles ORTON-JONES accusait l'UE de s'emparer de tout le système de taxation de ses "gentils-membres" et de créer sa propre armée,** sous le titre : " *Dieu MERCI, le Royaume-Uni s'en va* " ! " La République En Marche LREM! " avance en France dans une pagaille, organisée par le nouveau système *macroniste*, vers l'État Unifié Européen (EUE) dans lequel le Président français n'aura même pas le quart des pouvoirs du Gouverneur de l'Arizona pourtant composé à 90% de réserves indiennes !

Conclusion d'ECO1 : L'ETAT-PROVIDENCE, dans une comptabilité merdique, dépense à tout-va, comme tout socialiste qui se respecte, de l'argent qu'il n'a pas, pour subvenir aux besoins de logement, de nourriture, et d'habillement de tous les intrus en provenance du monde entier. Dans le même temps, il réduit les ressources de ce qui reste encore de l'Armée française, laquelle ne se résignait pas jusqu'ici à mourir et qui va être intégrée à l'Armée européenne après le changement de Chef d'État-major général. Un CINQ étoiles remplacé par un simple général de Brigade, cela me rappelle l'HISTOIRE du Maréchal de Lattre de Tassigny obligé d'obéir à un Charles DE GAULLE autoproclamé "deux étoiles" en 1944-45 et 1961. Les Gouvernants ne cessent de jouer avec les plus et les moins budgétaires. C'est le Trésor public alimenté par les 47 millions d'esclaves qui paye ! Le "foutoir", déjà grand, est augmenté par une femelle, du genre incompris, mais de sexe évident, qui s'évertue à en rajouter avec des équations à la... noix ! J'allais dire autre chose. Les républicains libéraux gouvernement en étant plus que jamais socialistes. Les Démocrates sociaux esclaves s'acheminent vers un sevrage brutal de l'État-Providence en question qui leur redonnera la LIBERTE à un coût élevé.

**Proposition** : Il faut exiger des Gouvernants qu'ils servent le DROIT FONDAMENTAL, lequel garantit l'Indépendance et la Souveraineté de la France avant tout autre chose ! En dégageant moins, voire plus du tout, du côté des recettes et en supprimant toutes les subventions de l'autre, on règle à la fois le problème du déficit, réduit à zéro, l'inégalité de traitement selon le genre de sexe indéfini par l'idéologie féministe imbécile, et on peut même réduire légèrement les impôts tout en revenant à l'équilibre budgétaire ! Il ne reste plus qu'à rendre les comptes enfin "Sincères et Véritables" comme tous les Chefs d'entreprises y sont contraints à la fois par la moralité et les greffes des tribunaux de commerce ! CQFD !

LMDM

**Le chroniqueur supporte 1€ de frais p/édition & p/ lecteur ou auditeur. Pour les REMBOURSER, c'est ICI !**

2) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE FINANCIERE :

**« ECO2 : SOCIALISME AVANCE ! »**

**L**e socialisme s'étant avancé bien au-delà de ses frontières économiques, sociales et financières idéologiques de naissance, la croissance exponentielle illimitée de ses dépenses s'avérant désormais hors de contrôle, le maintien du déficit annuel dans les limites imposées relève de la haute voltige sans filet avec l'assurance de tomber mortellement.

**C**est ainsi que Bruno LEMAIRE, Ministre de l'Économie, " reconnaissait qu'il *devra prendre des mesures difficiles pour ramener ledit déficit sous la barre maastrichtienne des 3% du PIB dès cette année 2017* ". LeFigaro.fr du 23 Juin citait même cette **prise de conscience** tellement nouvelle qu' " **Il faut en finir avec l'addiction aux dépenses publiques** " ! THAT'S INCREDIBLE ! " *Dans une étude complète et détaillée de l'économie française par l'INSEE* " au vu de l'année 2016, reprise par LaTribune.fr du 11 Juillet dernier, on apprend que **l'endettement public**, c'est-à-dire collectif général, **s'élevait à -2.147 Milliards d'Euros soit 96,3% du PIB**, bien au-delà des 60% maximaux requis par le Traité de Maastricht et, bien sûr, en augmentation sur 2015

de 0,7 points... Donc, **le PIB était de 2.229,5 Milliards € (°)**. En complément au tableau, **le déficit du Commerce Extérieur (C.E.)**, chronique depuis 2003 sous CHIRAC où il connut son dernier excédent connu, **a aussi augmenté de 2,3 Milliards €**. Cependant, et c'est là que l'on voit que l'économie financière française ne tient qu'à un fil, on apprend la **légère amélioration de 700 millions** dudit C.E. en Mai dernier, revenant à -4,9 Milliards **grâce à... la vente d'un paquebot de croisière** ! Mais la solution finale est encore loin. LeFigaro.fr du 7 Juillet dernier rappelait que sur un an nous en sommes à un déficit extérieur de -58,7 Milliards € contre -48,1 Milliards sur la même période en 2016, soit -22,04 %. **Le bateau coule**, il prend l'eau de toutes parts, tout l'équipage et les passagers se noient. Il ne reste plus à l'air libre que la passerelle du 55 de la rue du Faubourg St-Honoré PARIS 8<sup>ème</sup> qui descend, qui descend...

**Comment, en effet, maîtriser un PIB qui est passé (en euros courants rétropolés) de 13,2 Mds € en 1949 (5) à 2.229,5 Mds € en 2016 ?** C'est une augmentation de masse de **+169 fois en 68 ans, soit +2,48 fois par an (+ 148 %/an)** totalement disproportionnée d'avec la croissance démographique, laquelle a doublé seulement sur la période ? Une telle croissance en valeur exprimée en signes monétaires courants est d'ailleurs presque aussi disproportionnée d'avec la croissance en biens et services exprimée en volumes concrets de poids, de qualités et de nombre d'heures de travail...

**Comment maîtriser une telle inflation de signes monétaires pour équilibrer un même PIB ou presque ?**

Eh ! Bien, **en endettant tous les Français, bien sûr** ! Comme **cet incroyable endettement à commencé à devenir inquiétant à la fin des années soixante dix**, je remarquais, comme Liliane HELD-KHAWAM sur 24HGOLD le 12 Avril 2017, qu' " *il est passé de 74 Milliards € rétropolés pour l'ensemble des administrations publiques en 1978 à près de 2.175 Mds € actuellement, soit multiplié par 29 fois (+2.800,00%) en près de 40 ans (+70%/an)* " ! Je rappelle, encore une fois, que l'endettement total des ménages français était constaté en 1986 à l'équivalence avec le total de tous les impôts appelés par le Gouvernement depuis 1945 ! Ce qui veut dire que pas un seul instant, les ménages français n'ont eu la possibilité de payer ces impôts sur les revenus du travail ou du capital et qu'ils ont dû s'endetter à même hauteur ! De nos jours, le surendettement évident des ménages français est causé par le surendettement de l'État et de ses collectivités subsidiaires. Le surendettement par les déficits irresponsables vient se surajouter au surendettement endémique. La FIN approche ! Que DIEU nous aide à éviter la III<sup>ème</sup> guerre mondiale qui se construit d'évidence quotidiennement à coups de sanctions dictées par le cartel mondial militaro-industriel financé sur l'endettement des peuples.

**Conclusion d'ECO2 :** Je vais citer l'excellente introduction à l'article de Liliane HELD-KHAWAM, qui confirme depuis hier son enracinement catholique, comme conclusion ici : " *La globalisation a fait sienne la croissance ( NDLR : économique nominale ) par endettement. Nous avons vu... le volume extravagant que représente le crédit aux secteurs publics. Grâce à la financiarisation de tout ce que la planète TERRE englobe, la finance s'est détachée de l'économie réelle et finit, de nos jours, par exister par elle-même et... pour elle-même* " ! Méfiez-vous de la présentation des statistiques, des ratios, des graphiques. Le budget 2016, officiellement arrêté à 410 Milliards d'euros signifie en Francs Français : 2689,4237 Mds FF. Il était de 250 Milliards FF en 1981. En 35 ans, il a donc été multiplié par plus de dix fois, soit +900 % ! Rien que le déficit de l'ordre -70 Mds € représente 460 Mds FF soit le double environ du budget total de 1981 !!! Mme KHAWAM constate que " *... quelque chose de structurel s'est passé. Un système, installé et institutionnalisé, gangrène manifestement les Finances Publiques non pas depuis 2006-2009 mais bien depuis 1978. Un système qui ne peut aboutir qu'à la faillite de la chose publique. Ces énormes trous financiers ont en contreparties des encaissements et des bénéficiaires* ". Les Echos.fr du 6 Juillet dernier dénonçait le fait qu'un seul investisseur, restant anonyme bien sûr, venait de s'offrir la souscription de la totalité de l'émission de dette australienne de 800 millions de dollars Australiens (AUD). Croyez-vous que ce soit pour un rendement de 2% ? NON ! C'est pour le pouvoir personnel de l'un de ces bénéficiaires de nos trous sur nos peuples !

**Propositions :** Supprimer les trous, les déficits et vous rendrez service à vos finances individuelles, de vos ménages, de vos collectivités locales, de votre Nation ! Et là, PATATRAC, devenu Président, je suis assassiné par les mondialistes bénéficiaires de ces trous que je supprime parce qu'ils y tiennent, les bougres, forcément ! Alors choisissez dans vos élections des personnes courageuses qui vont faire, comme TRUMP, ce que vous avez voulu et qu'elles ont accepté d'assumer... Et qu'il assume, GRATUITEMENT !

**LMDM**

**Le chroniqueur est en-dessous des 800 €/mois du Minimum Vieillesse. Pour l'aider, c'est ICI ! MERCI !**



### 3) Dans l'ACTUALITE ECONOMIQUE MONETAIRE :

#### **« ECO3 : POUVOIR D'ACHAT DETRUIT ! »**

**L**inflation financière n'a jamais eu d'autre objectif que d'utiliser la lâcheté des gouvernants, assurée par la corruption, et encouragée par la bêtise incommensurable des peuples. Les financiers globaux se rient de l'école qui apprend à compter, d'ailleurs de moins en moins bien, c'est plus sûr, à des individus qui toute leur vie ne sauront même pas calculer avec les quatre opérations de base... de tête ! Réfléchir c'est calculer ! Ne pas calculer c'est accepter les œillères politiciennes colorées, séduisantes, aux slogans attirants et aux réflexions toutes faites. Ne pas calculer en Francs Français, pour nous personnes âgées, ne pas l'apprendre à nos descendants, c'est se masquer volontairement l'inflation par les prix, sauf à subir des rétopositions aisément falsifiables. Un repas à 18 euros, que la plupart trouvent pas cher, c'est en réalité un repas à 118,07 FF alors que le même repas coûtait au pire 18 FF en 1999 soit 6,56 fois moins ! Je vais vous donner un autre exemple : en 1851, au moment du coup d'état de Louis Napoléon BONAPARTE, une propagande fut lancée contre les députés du peuple à l'Assemblée Nationale par des agitateurs stipendiés pour dresser le Peuple contre eux, laquelle disait la réalité qu'ils gagnaient 20 Francs-Or d'indemnités par jour. Une cinglée de l'époque ameuta le quartier quand Victor HUGO passa, en hurlant : " *C'est un 20 Francs, C'est un 20 Francs,...* !" (Cf. "Napoléon le Petit" de VH). De nos jours les députés touchent, dit-on, pour eux seuls, environ 8.000 euros/mois, soit à 200 € la même pièce hier (199,74) environ 1,5 fois l'indemnité journalière de leurs collègues de 1851. Cela c'est l'inflation, très faible, des indemnités parlementaires directes. Facile d'ameuter le Peuple. Elle est cependant très inférieure à l'inflation par les prix depuis lors ! Le pouvoir d'achat du député a donc fortement baissé en 166 ans !

**Question** : pourquoi, jamais, vous n'êtes poussé à hurler contre l'endettement financier généré par les votes de ces mêmes députés, les décisions de leurs Ministres et de votre Président qui vous enterrent, eux, bien plus que lesdites indemnités parlementaires !? Vous êtes poussés à réfléchir en vous appuyant sur une base du raisonnement complètement détournée du sujet, exprès pour que vous hurliez contre ceux qui pourraient, s'ils étaient mieux choisis, et mieux soutenus, contrarier les bénéficiaires mondiaux des trous que vos votes stupides et ceux de vos députés creusent !

Par ailleurs :

**L**e pouvoir d'achat des monnaies est parfaitement connu. [Je vous indique l'étude wikipédia sur le sujet.](#)

- En termes de pouvoir d'achat des revenus, l'encyclopédie interactive cite le cas de cette cuisinière du peintre Jacques Augustin Catherine PAJOU qui gagnait 350 Francs-Or /an en 1828, son domestique 500, son jardinier 700. Le métal Argent coûtait 204,50 F-Or le kg. Le Franc fut défini de 1803 à 1914 par la frappe de 155 pièces de 20 F-Or nominal par Kg d'Or à 900/1.000<sup>èmes</sup> de fin (environ 22 carats). Avant le coup d'État maçonnique qui inventa le Kg, on aurait parlé d'une frappe à 155 flans le Marc à 900 millièmes de fin. Le Kg d'Or valait donc 3.100 F-Or. En 1890, les femmes de ménage gagnaient 1,50 F-Or par jour de 16 à 17 heures de travail. Pour la même durée, les cochers, camionneurs, et autres conducteurs gagnaient 5,75 F-Or/jour. Les employés de bazars 5 F-Or par jour ! Les mêmes salaires oscillaient donc pour la même durée horaire de travail de 15 €/j à 57,5 €/j. Le député touchait donc 4 fois le salaire d'un employé de bazar. Où était le drame ? Dans la propagande... Il touche aujourd'hui à peu près le même ratio au SMIC...

La côtelette de porc coûtait 25 Centimes d'Argent à 900/1.000<sup>èmes</sup> de fin soit 0,80 €, le litre de lait 0,10 F-Argent soit 0,32 €, une livre de pain soit deux baguettes parisiennes actuelles 0,15 F-Argent soit 0,48 €, l'eau était gratuite à la fontaine publique, les légumes et les fruits de saisons à environ 0,05 centimes soit 0,16 €. On pouvait donc manger chaque jour pour 2,01 € soit 3,5 à 13,5 % de son salaire d'alors ! Comparez avec ce que vous coûte aujourd'hui la nourriture par personne rapportée à votre revenu net.

- En termes d'inflation strictement monétaire comparée, 0,05 F-Or de 1901 sont devenus 1 Franc fiduciaire, soit 20 fois plus de signes monétaires en 1999, au moment du passage à l'euro scriptural ! Multipliez ensuite par l'augmentation en euros depuis 1999...

**N**ous avons déjà vu précédemment que la "grande dépression" fut causée par l'augmentation keynésienne précédente de la masse monétaire qui engendra une hausse des prix et une fonte des investissements par la dévaluation des créances et des titres. Je maintiens d'ailleurs en annexe (1) l'article très bien fait sur le sujet.

Le DRAME est que le transfert à la BCE, BANQUE CENTRALE de l'EUROSYSTEME, de l'émission de monnaie tend à se désencadrer pour soutenir un système bancaire cartellisé dont le coefficient multiplicateur est limité même s'il a dans les faits atteint déjà les presque cent fois. La BCE songe depuis Septembre 2016 à faire sauter les limites imposées à son accommodement monétaire, "quantitative easing" en américain, de 60 devenus 80 Milliards € /mois. 24HGOLD du 10/09/2016 spécifiait : " *Pouvoir acheter des titres d'un rendement inférieur à son taux de dépôt et plus que les 33% actuels d'une ligne obligataire, libérerait déjà pas mal*" ses capacités d'invention de monnaie. " *C'est ainsi que le cartel bancaire pourrait émettre, ou garantir, ou souscrire, du "papier" à un taux négatif, par hypothèse disons de -50%, pour 1 Milliard d'euros encaissés de suite et ensuite encaisserait un intérêt de 500 millions par an* " touché encore par lui sur sa dette ! DINGUE ! C'est le monde à l'envers.

**N**ous apprenions, relayé par réinformation.tv également le 6 Juillet dernier, que Janet YELLEN, *Premier Gouverneur du Federal Reserve Board*, très optimiste, dansait allègrement sur le volcan ayant fait monter le niveau des laves de dettes mondiales à 217.000 Milliards de dollars US (217 Trillions), obtenus grâce à la mécanique bancaire, relayée criminellement par les banques Centrales et au premier chef, la sienne, la RESERVE FEDERALE ! Cet encours mondial de monnaie-dette représentait 327 % du PIB mondial contre "seulement" 276 % en 2007. Voilà le résultat du Keynésianisme "en marche" (1) !

Conclusion d'ECO 3 : En nous imposant un garrot de 60% de notre PIB d'endettement, le mondialisme américain nous prive du bénéfice de son laxisme qu'il réserve à d'autres, et à lui-même en particulier. L'austérité comparée au laxisme ailleurs devient chaque jour plus insupportable. Mais voyez-vous, nous subissons moins méchamment, de ce fait même, l'écroulement de leur "système". Cet écroulement est garanti car ses causes sont similaires à celles de celui de 1929. L'inflation monétaire débridée de la Banque Centrale soutient l'inflation monétaire inventée ex-nihilo par le cartel bancaire qui lui-même alimente les déficits publics, et même tout court, aux prix actuels gourmands de signes monétaires, la dépense publique dans sa quasi-totalité. Le monde entier est en surchauffe et consomme le double de ce que la planète produit en une année. Avec cette constatation que le 2 Août, la planète puise dans son capital, il est facile de comprendre que la LOI NATURELLE va imposer une longue cure de privations à l'Humanité qui devra se contenter à nouveau du seul REVENU naturel.

**Propositions** : Dégonfler la masse monétaire, les dépenses, les consommations sera à la fois un mal et tout de suite un BIEN pour l'Humanité qui, si elle ne se l'impose pas d'elle-même, lui sera imposé par DIEU ! Et du même coup les loups mondiaux gourmands de pouvoir absolu sur les peuples seront eux aussi réduits à la famine.

LMDM

**Ma Conclusion Générale du Jour** : Toutes les structures collectives, et au premier chef l'État, doivent rendre des comptes sincères et véritables, présentés suivant le PLAN COMPTABLE COMMUN, dans le DROIT COMMUN. Le fait que certains postes seront garnis et d'autres non, changera la physionomie des comptes dits "publics" par rapport aux comptes "privés". Mais c'est une très grave faute qui coûte fort cher d'avoir inventé une autre filière de droit avec des comptes présentés selon des règles particulières différentes. Ensuite, les comptes doivent être équilibrés en recettes et dépenses et s'il y a un crédit, il doit être limité au DROIT COMMUN selon les capacités de remboursements communes à tous dans les mêmes limites. Remettre tout le monde, personnes morales et physiques, collectives ou individuelles dans le DROIT COMMUN servira le BIEN COMMUN dans le respect du DROIT FONDAMENTAL. Dans l'immédiat il faut immédiatement réduire le déficit "public" à ZERO ! Nous avons dit comment plus haut ! C'est facile mais il faut en avoir la VOLONTE !

Supprimer les déficits supprimera du même coup l'appel à la création monétaire ex nihilo bancaire qui a seule permis aux budgets collectifs et étatiques d'exister dans leur monstrueux total de 2017. Il ne sert donc à rien, comme l'a défendu Marine LE PEN stupidement, d'attaquer le recours à la mécanique des banques. Car, sans elle, il n'y a plus qu'un tout petit filet de financement sur appels d'impôts ou d'épargne, encore payables sur un REVENU NATIONAL réduit des 9/10èmes **au moins** ! Ce faisant, remarquons que nous ne ferions qu'anticiper, et donc nous positionner favorablement, avant le grand écroulement général du système, conforme à la LOI NATURELLE, et dont DIEU nous prévient donc. Tenons-en compte ! Et vite !

LMDM

**Chronique rédigée sur 6 Pages, plus les éventuelles photos et annexes.**

**Synthèse de 104 pages de rapports officiels  
plus 69 de notes = 173 pages prises aux sources et aux actualités**

**sans parler des milliers de pages mémorisées dans le PC...**  
**prises en marge de 125 journées de travail de 10 heures chacune partagées avec les CPI !**  
**Calculs personnels !**

**Un travail de QUALITE PROFESSIONNELLE, COMME A L'ACCOUTUMEE, J'OSE LE DIRE !**

**Ma SEBILE est VIDE ! CHRETIENS ! TOUS UN EURO SEULEMENT, SVP ! MERCI !**

Chronique FINANCES-VERITES par A.D. Laurent **MARTIN DESMARETZ de MAILLEBOIS.**

Ancien Professeur d'Économie Politique appliquée au monde bancaire auprès de l'I.F.B., de 1989 à 1993 en sus de mon travail à l'époque de Co-Directeur de Stés off-shore d'investissements aux USA.

Ex-Cadre Hors Classe, Sous-directeur de l'Établissement de Portefeuille : SCS « I.R. » du groupe ROTHSCHILD nationalisé en Février 1982 par les idéologues socialo-communistes au pouvoir, traîtres à la France.

Ma devise est : **NON DEFICERE MINIME (NE PAS FAIBLIR, JAMAIS)**

Mon Blason (déposé) après personnalisation de ceux des ancêtres est : « D'Azur, au DEXTROCHERE d'Argent, offrant un LYS des MARAIS au Naturel, au Soleil (le Roi), prélevé sur un lit de 4 Besants ». J'ai voulu marquer ma détermination à aider le Royaume et son Roi à retrouver une monnaie qui ait les qualités requises pour le bonheur des Peuples réunis à la Couronne. Il n'est pas armé, et donc au civil, au contraire des Maréchaux de France ancestraux. Il retrouve donc ce côté « civil » du premier. J'ai aussi voulu marquer une limite nette à mon ambition, au contraire du premier, en limitant l'effort de l'offre à UN LYS tandis qu'il était des 3 LYS au départ en 1715-1720, ce qui m'a paru prétentieux. Quant au Roi, il est ici visualisé par le Soleil alors qu'il était non explicite dans les blasons ancestraux précédents. J'ai donc voulu aussi marquer plus de modestie et d'humilité.



## Annexes :

1) NOTA BENE :

### **Pourquoi des théories économiques erronées demeurent populaires**



[Steve Saville](#)  
[The Speculative Investor](#)

Publié le 29 mai 2017

672 mots - Temps de lecture : 1 - 2 minutes



( 0 vote, 0/5 ), [1 commentaire](#)

Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, les économistes autrichiens les plus renommés de leur époque, ont su anticiper le krach boursier de 1929 et prédire les lourdes conséquences des tentatives des gouvernements de stimuler artificiellement la croissance économique après l'effondrement. John Maynard Keynes, en revanche, a été complètement pris de court par l'effondrement du marché boursier et le désastre économique du début des années 1930. Et pourtant, ce sont les théories de Keynes qui sont devenues populaires dans les années 1930, alors que le travail de Mises et Hayek a été largement ignoré.

Pourquoi ?

*Keynes est devenu populaire parce qu'il a dit aux puissants ce qu'ils souhaitaient entendre. Il leur a apporté un soutien intellectuel qui leur a permis de développer des programmes qu'ils avaient non seulement déjà en tête, mais qu'ils avaient aussi commencé à faire appliquer. Bien que ses théories soient truffées d'erreurs, Keynes a également séduit de nombreux économistes, parce que l'adoption de ses théories était susceptible de leur conférer une influence bien plus importante sur la confrérie économique.*

*Les points soulignés dans le paragraphe ci-dessus, ainsi que le charisme de Keynes, expliquent pourquoi les théories keynésiennes sont devenues les théories dominantes. Mais ils n'expliquent pas comment elles ont pu le demeurer malgré la montagne de preuves qui indiquent qu'elles ne peuvent que mener à un déclin économique de long terme.*

*D'après ce que j'ai pu voir, les théories keynésiennes sont devenues populaires pour trois raisons principales.*

*- Tout d'abord, elles s'accordent avec les objectifs de tous les hommes politiques actuels, et il existe aujourd'hui un appareil gouvernemental qui dépend de l'application continue de ces théories. En d'autres termes, une majorité des gens ont donc tout intérêt à perpétuer le mythe selon lequel le gouvernement devrait gérer l'économie.*

*- Deuxièmement, il est généralement impossible de réfuter une théorie économique grâce à des données, parce que ces mêmes données peuvent généralement être interprétées de différentes manières et utilisées pour justifier de théories opposées. La vérité, c'est que la science économique implique de commencer avec la bonne théorie pour pouvoir interpréter les données correctement.*

*- Troisièmement, le Keynésianisme est plus un ensemble d'anecdotes qu'une théorie cohérente, dans le sens où il explique l'évolution des choses par des événements imprévisibles et l'évolution de l'« esprit animal ». Il est impossible d'invalider une position intellectuelle qui est constamment changeante.*

*Un bon exemple de la manière dont les mêmes données peuvent être interprétées de différentes façons pour défendre des théories conflictuelles peut nous être apporté par l'effondrement de l'économie des Etats-Unis qui a eu lieu entre 1937-39. Selon les Autrichiens, le fait*



que le gouvernement fédéral ait soutenu les prix, accru ses dépenses, gonflé la masse monétaire et interféré avec les industries – et donc fait de son mieux pour interférer avec le processus correcteur survenu après le krach boursier de 1929 – a garanti une reprise économique de court terme qui n'aurait pu que disparaître aussitôt que ces supports artificiels se trouveraient réduits. L'erreur commise, selon les Autrichiens, a été l'apport de ce soutien artificiel. Selon les Keynésiens en revanche, l'erreur a été de retirer ce soutien prématurément. Ils sont d'avis que le gouvernement et la Fed auraient dû continuer de faire le nécessaire pour repousser l'effondrement, l'idée étant qu'avec une assistance gouvernementale suffisante sous forme de nouvelle monnaie, de nouvelles réglementations, de contrôles de prix et de création d'emplois sur le secteur public, l'économie peut croître jusqu'à de nouveau devenir autonome.

Malheureusement, le stimulus monétaire keynésien sous la forme de dépenses gouvernementales, de crédit et d'inflation monétaire en période de récession économique ne peut pas mener à une reprise autonome. Et face à cette réalité, les Keynésiens ont deux réponses possibles : ils peuvent décréter que le stimulus aurait fonctionné s'il avait été plus agressif, ou bien que l'économie s'en serait encore plus mal tiré en son absence.

Qui pourrait contester ça ? C'est une déclaration qui ne peut jamais être invalidée, parce qu'il n'est jamais possible de revenir en arrière pour montrer ce qui se serait passé dans le cadre de politiques différentes.

2) OPEX : OPérations militaires sur Théâtres EXtérieurs.

3) Source Assemblée nationale.

4) LFI : Loi de Finances Initiale, ici pour 2017.

5) Source wikipédia sur INSEE. "[Produit intérieur brut de la France](#)".